ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques, le 24 novembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet de loi "organisant une procédure de médiation pénale", a donné le 4 janvier 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 november 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Economische Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende regeling van een procedure voor de bemiddeling in strafzaken", heeft op 4 januari 1993 het volgend advies gegeven :

Observations générales.

1. La loi en projet a pour objet, selon l'exposé des motifs, de permettre, à l'intervention exclusive des parquets, la résorption, par l'extinction des poursuites, d'un certain nombre d'affaires pénales qui relèvent d'une délinquance certes minime, lorsqu'elle est considérée au cas par cas, mais d'autant plus préoccupante, lorsqu'elle se répète, que les moyens ordinaires dont les autorités judiciaires disposent pour y faire face sont le plus souvent inadéquats, soit par insuffisance (par exemple le classement sans suite), soit par disproportion (par exemple l'amende et surtout l'emprisonnement). Le projet a pour but de donner à ces autorités des moyens de réagir, mieux adaptés à ce type de délinquance.

Un tel but ne peut naturellement qu'être approuvé dans son principe. Les techniques retenues pour l'atteindre n'en appellent pas moins quelques réserves.

2. Il n'est pas critiquable en soi de charger les parquets de prendre, en dehors de toute intervention d'un juge, les mesures prévues par le projet. Cette formule ne paraît toutefois pas dispenser de certaines précautions.

a) Contrairement à ce qu'énonce l'exposé des motifs (p. 4), l'intervention des parquets ne peut "être située dans le cadre du pouvoir du procureur du Roi d'apprécier l'opportunité des poursuites et de décider d'un classement sans suite éventuellement moyennant la réalisation de conditions proposées au prévenu". Il existe, en

effet, une différence importante entre le classement sans suite et l'extinction des poursuites, c'est l'autorité de chose jugée qui s'attache à la seconde et non au premier, sauf dans le cas marginal où celui-ci, après l'écoulement du temps nécessaire, conduit à atteindre la prescription. Cette autorité de chose jugée fait évidemment obstacle à ce que la victime de l'infraction procède par citation directe ou par constitution de partie civile devant un juge d'instruction, alors que cette faculté forme contrepoids au classement sans suite.

b) La différence qui vient d'être relevée commande que, comme c'est le cas pour l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent, la réparation du dommage causé à la victime soit en toute hypothèse la condition d'application du mode d'extinction prévu par le projet, quitte à ce que le montant de l'indemnité fasse l'objet, à l'intervention du parquet, d'une transaction entre l'auteur du fait et la victime. Sur ce point essentiel, la rédaction de l'article 216ter, § 1er, alinéa 1er, en projet est regrettablement équivoque (voir aussi l'observation 4, b), ci-après).

c) Pour la même raison, on comprend mal que le pouvoir du procureur du Roi ne soit limité par aucun critère lié au degré de gravité de l'infraction commise. L'intention, exposée par le délégué du ministre, de ne pas figer les pouvoirs du procureur du Roi dans une définition stricte des types d'infractions concernées ou des circonstances dans lesquelles la procédure peut être appliquée ne semble guère

conciliable avec le but de cette procédure, tel qu'il est décrit par l'exposé des motifs. Pour autant que de besoin, on rappellera, en outre, que l'article 216bis du Code d'instruction criminelle limite l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent aux infractions punissables d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement dont le maximum ne dépasse pas cinq ans. Dans le même esprit, la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation limite la première et la deuxième de ces mesures aux cas où les faits ne paraissent pas de nature à entraîner comme peine principale un emprisonnement correctionnel supérieur respectivement à deux ou à trois ans. La solution non restrictive retenue par le présent projet n'est guère en harmonie avec ces précédents.

3. Le mot "médiation" est impropre à qualifier l'ensemble de la procédure organisée par la loi en projet.

Ce mot désigne, en effet, l'action d'un médiateur en vue de mettre d'accord, de concilier ou de réconcilier des personnes, ou des partis. La procédure que le projet décrit n'est pas destinée à mettre d'accord des personnes; elle institue seulement de nouveaux cas dans lesquels l'action publique peut s'éteindre grâce à l'accomplissement par l'auteur d'une infraction d'actes qui lui auront été indiqués par le ministère public. Du reste, celui-ci ne peut pas être considéré comme un médiateur car, dans une procédure pénale, le ministère public est une des deux parties, l'autre étant celui auquel l'infraction est reprochée. La notion même de médiation suppose qu'elle soit entreprise par un tiers, c'est-à-dire par quelqu'un qui ne

serait, en l'occurrence, ni le parquet, ni l'auteur de l'infraction. Le souci de donner à la procédure imaginée une dénomination frappante ne peut justifier que cette procédure soit qualifiée incorrectement en droit.

Le terme "médiation" doit donc être omis aussi bien dans l'intitulé de la loi en projet que dans l'alinéa 1er de l'article 1er où se rencontre l'expression "mesure de médiation".

L'usage du mot "médiation" n'est correct que dans l'alinéa 1er de l'article 216ter en projet; il y désigne, en effet, le cas où le procureur du Roi s'entremet entre l'auteur et la victime. Toutefois, cet acte de médiation est, dans l'économie générale du projet, accessoire, puisqu'il ne concerne pas les conséquences pénales de l'infraction. Il ne justifie donc pas l'utilisation de l'expression "médiation pénale" dans l'intitulé de la loi, ni de celle de "mesure de médiation" dans l'alinéa 1er de son article 1er.

Il serait d'autant plus regrettable d'utiliser à contresens les termes de médiation et de médiateur qu'ils créeraient une confusion avec les médiations qu'il semblera peut-être un jour utile d'instituer en droit public, voire en droit judiciaire, à l'imitation d'exemples étrangers.

4. L'expression "sans préjudice de l'article 216bis", qui figure à l'alinéa 1er du paragraphe 1er de l'article 216ter en projet signifie, selon les explications concordantes de l'exposé des motifs et du délégué du

ministre, que l'extinction de l'action publique moyennant le paiement d'une somme d'argent, telle qu'elle est prévue par l'article 216bis, sera l'une des propositions que le procureur du Roi pourra faire à l'auteur de l'infraction en vertu de l'article 216ter. La manière dont la relation entre les deux dispositions est ainsi établie appelle les observations suivantes :

a) Selon le délégué du ministre, la simple référence à l'article 216bis se justifierait par le fait que la procédure prévue par cette disposition est une procédure écrite, alors que l'intention de l'auteur du projet est de permettre aux parquets de proposer, lors d'un entretien avec le prévenu, de payer une somme à titre de "transaction". On observera simplement que, s'il est vrai que, dans la pratique des parquets, la proposition d'extinction des poursuites moyennant le paiement d'une somme d'argent paraît généralement formulée par écrit, le texte de l'article 216bis n'impose pas qu'elle le soit nécessairement de cette façon.

b) L'expression "sans préjudice de l'article 216bis" pèche par équivoque. En relation avec l'observation faite en 2, c), ci-dessus, faudra-t-il comprendre que, si le procureur du Roi dispose d'une entière liberté pour appliquer l'article 216ter, quelle que soit la gravité de l'infraction reprochée à son interlocuteur, il ne pourra toutefois, dans l'éventail des propositions dont il dispose, offrir l'extinction des poursuites moyennant le paiement d'une somme d'argent que pour autant que les conditions particulières prévues par l'article 216bis, § 1er, ali-

néa 1er, soient remplies ? On peut supposer que oui, mais alors on saisit moins encore la raison pour laquelle aucune limite en relation avec la gravité de l'infraction n'est assignée à l'intervention du magistrat. On imagine mal, en effet, que les autres mesures disponibles, c'est-à-dire le traitement médical et le travail d'intérêt général, puissent s'appliquer à des cas d'infractions graves. Par ailleurs, on ne s'explique pas davantage pourquoi l'indemnisation de la victime est une condition de l'extinction des poursuites dans le cas où celle-ci résulte du paiement d'une somme d'argent et une simple "invitation" dans les autres.

c) Les difficultés qui viennent d'être décrites semblent procéder d'un certain manque de logique et, si l'on ose ainsi dire, d'élégance dans la mise en oeuvre des intentions des auteurs du projet. Ceux-ci entendent permettre aux parquets de décider l'extinction de l'action publique sous certaines conditions, d'une part, et moyennant certaines prestations de l'auteur de l'infraction, d'autre part. Parmi ces prestations, le paiement d'une somme d'argent, qu'il soit proposé verbalement ou par écrit, apparaît comme un simple cas particulier. Dès lors, et notamment pour éviter les difficultés d'interprétation qui ont été relevées et aussi des répétitions inutiles de dispositions forcément communes aux modalités d'extinction de l'action publique, la solution qui s'impose d'évidence est la fusion de l'article 216ter en projet et de l'article 216bis existant en un seul article déterminant, d'une part, les conditions de l'intervention du procureur du Roi,

parmi lesquelles l'indemnisation - complète ou transactionnellement fixée - de la victime ainsi que le niveau de la peine susceptible d'être requise, et, d'autre part, les obligations moyennant l'accomplissement desquelles, le cas échéant dans un délai convenu, l'action publique pourrait être déclarée éteinte. C'est en ce sens que, de l'avis du Conseil d'Etat, le projet devrait être fondamentalement revu (1).

Sous le bénéfice des observations générales ci-dessus, quelques observations particulières seront encore formulées.

Observations particulières.

Intitulé.

Pour les raisons exposées dans les observations générales ci-dessus, mieux vaudrait donner au projet l'intitulé suivant :

"Projet de loi relative aux modes d'extinction de l'action publique moyennant la réalisation de certaines conditions" ou, subsidiairement, "Projet de loi relative à un mode

(1) Les auteurs du projet pourraient à cet égard s'inspirer de la rédaction de l'article 11, § 1er, de la loi sur la réglementation économique et les prix (arrêté-loi du 22 janvier 1945).

nouveau d'extinction de l'action publique moyennant la réalisation de certianes conditions" (1).

Dispositif.

Formule de proposition.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Op de voordracht van ...".

Article 1er.

1. Quelle que soit la solution finalement retenue, mieux vaudrait simplifier comme suit l'intitulé du chapitre III du titre premier du livre II du Code d'instruction criminelle :

"Chapitre III. Dispositions relatives à l'extinction de l'action publique pour certaines infractions , moyennant la réalisation de certaines conditions".

2. Le liminaire de l'article 1er prévoit à la fois l'insertion d'un article 216ter dans le Code d'instruction criminelle et le remplacement de l'intitulé du livre II, titre premier, chapitre III du même code. Il serait plus clair de consacrer un paragraphe distinct à chacune de ces

(1) Le premier intitulé proposé s'imposerait si les articles 216bis et 216ter étaient fusionnés, le second dans le cas inverse.

modifications et, dès lors, de rédiger comme suit le début de l'article 1er :

"Article 1er. § 1er. Dans le livre II, titre premier, du Code d'instruction criminelle, l'intitulé du chapitre III inséré par la loi du 28 juin 1984 est remplacé par l'intitulé suivant : "Chapitre III. Dispositions relatives à l'extinction de l'action publique pour certaines infractions, moyennant la réalisation de certaines conditions".

§ 2. Dans le livre II, titre premier, chapitre III, du même code, inséré par la loi du 28 juin 1984 et modifié par la loi du 22 décembre 1989, l'article 216bis est remplacé par les dispositions suivantes : (ou bien : il est inséré un article 216ter rédigé comme suit :)".

3. Article 216ter en projet.

a) Le paragraphe 1er, alinéa 1er, appelle les observations générales 2, 3 et 4 ci-dessus.

b) Dans le texte néerlandais de la deuxième phrase, le mot "desgevallend" devrait être remplacé par les mots "in voorkomend geval".

c) A l'alinéa 2, il convient, de l'accord du délégué du ministre, de supprimer dans le texte français les mots "psychiatrique ou psychologique", qui n'ont d'ailleurs pas d'équivalent dans le texte néerlandais.

d) Au même alinéa 2, il convient, également de l'accord du délégué du ministre, de faire de la première phrase un alinéa autonome, puisqu'il se rapporte, selon l'exposé des motifs, aux cas d'alcoolisme ou de toxicomanie légère. La phrase qui suit évoque une éventualité tout à fait différente; elle formerait un alinéa 3. Il faudrait y écrire, dans le texte français, "enquête" et non "étude".

e) Le texte néerlandais de l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

f) Selon le délégué du ministre, le paragraphe 2 vise à reproduire l'article 216bis, § 1er, alinéa 4. Aux termes de cette dernière disposition :

> "Lorsque l'infraction a donné lieu à des frais d'analyse ou d'expertise, la somme fixée pourra être augmentée du montant ou d'une partie du montant de ces frais; la partie de la somme versée pour couvrir ces frais sera attribuée à l'organisme ou à la personne qui les a exposés".

Trois différences peuvent toutefois être relevées entre les deux dispositions :

- l'article 216bis donne la possibilité, mais non l'obligation, de faire supporter ces frais par le prévenu;

- l'article 216bis donne la possibilité d'en faire supporter une partie par le prévenu;

- l’article 216bis ne donne pas au parquet la possibilité de fixer un délai spécifique pour le paiement de ces frais. Cette somme vient augmenter la somme visée à l’article 216bis, § 1er, alinéa 1er; le délai de paiement est déterminé par l’article 216bis, § 1er, alinéa 2.

g) Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, la virgule entre les mots "termijn" et "afstand" doit être omise.

h) La rédaction du paragraphe 4 est malheureuse car ses deux alinéas n’ont guère de rapport entre eux. Mieux vaudrait en faire des paragraphes autonomes.

i) Le texte néerlandais de l’alinéa 1er et de l’alinéa 2, devenant le paragraphe 5, devrait être rédigé ainsi qu’il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

j) Le texte français de l’alinéa 1er devrait être rédigé sur le modèle, bien plus précis, du texte néerlandais.

Algemene opmerkingen.

1. Bij de ontworpen wet zit volgens de memorie van toelichting de bedoeling voor om, via het ingrijpen van uitsluitend de parketten, door middel van staking van vervolging het wegwerken mogelijk te maken van een aantal strafzaken die verband houden met een criminaliteit die weliswaar weinig belangrijk is wanneer zij geval voor geval wordt beschouwd, maar des te onrustbarender is wanneer zij herhaaldelijk voorkomt daar de gewone middelen waarover de gerechtelijke overheid beschikt om er het hoofd aan te bieden meestal onbeduidend zijn, ofwel omdat zij ontoereikend zijn (bijvoorbeeld de sepositie), ofwel overmatig (bijvoorbeeld de geldboete en met name de gevangenisstraf). Het ontwerp heeft ten doel die overheid actiemiddelen te geven die beter afgestemd zijn op dat soort criminaliteit.

Een dergelijk oogmerk kan principieel gezien uiteraard alleen maar worden goedgekeurd. Desalniettemin moet enig voorbehoud worden gemaakt bij de wijze waarop te werk wordt gegaan om het gestelde doel te bereiken.

2. Op zich is er niets op tegen dat de parketten gelast worden om zonder enige bemoeiing van een rechter de maatregelen te nemen waarin het ontwerp voorziet. Het laat zich echter aanzien dat die manier van werken toch nog gepaard moet gaan met een aantal voorzorgen.

a) In strijd met wat in de memorie van toelichting te lezen staat (blz. 4) kan het optreden van de parketten

niet "gesitueerd worden binnen het kader van de bevoegdheid van de procureur des Konings om over de opportuniteit van de vervolgingen te oordelen en eventueel een sepotbeslissing te nemen, indien de voorwaarden, aan de verdachte voorgesteld, verwezenlijkt worden". Er bestaat namelijk een aanzienlijk verschil tussen het seponeren en het staken van vervolging, het laatste heeft gezag van rechterlijk gewijsde, het eerste niet, behoudens in het randgeval dat sepositie, na verloop van de nodige tijd leidt tot verjaring. Dit gezag van rechterlijk gewijsde staat er uiteraard aan in de weg dat het slachtoffer van het strafbare feit werkt met rechtstreekse dagvaarding of zich civiele partij stelt bij een onderzoeksrechter, terwijl die mogelijkheid tegen de sepositie opweegt.

b) Het verschil waarop zoëven is gewezen maakt dat, zoals het geval is met het verval van de strafvordering tegen betaling van een geldsom, het herstel van de door het slachtoffer geleden schade in elk geval de voorwaarde dient te zijn voor het toepassen van de figuur van staking van vervolging waarin het ontwerp voorziet, mits ten aanzien van het bedrag van de vergoeding door bemiddeling van het parket een schikking bereikt wordt tussen de dader van het strafbare feit en het slachtoffer. Het is betreurenswaardig dat de redactie van het ontworpen artikel 216ter, § 1, eerste lid, op dat essentiële punt onduidelijk is (zie ook opmerking 4, b), verderop).

c) Om dezelfde reden kan men zich niet begrijpen waarom de bevoegdheid van de procureur des Konings niet beperkt wordt door middel van enig criterium dat samenhangt met de mate van ernst van het gepleegde strafbare feit. De door de gemachtigde van de minister vertolkte bedoeling om de bevoegdheden van de procureur des Konings niet te fixeren in een stringente omschrijving van de soorten in het geding zijnde strafbare feiten of van omstandigheden waarin de procedure kan worden aangewend, lijkt zich ternauwernood te verdragen met de doelstelling van die procedure, gelijk die beschreven wordt in de memorie van toelichting. Voor zoveel nodig is wordt er daarenboven aan herinnerd dat artikel 216bis van het Wetboek van Strafvordering het verval van de strafvordering tegen betaling van een som geld beperkt houdt tot de strafbare feiten die strafbaar zijn met geldboete of met gevangenisstraf van ten hoogste vijf jaar. In dezelfde gedachtengang beperkt de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie de eerste en de tweede maatregel tot de gevallen waarin de feiten niet zodanig lijken dat zij als hoofdstraf een correctionele gevangenisstraf met zich brengen van respectievelijk meer dan twee of drie jaar. De niet-beperkende regeling waarvoor in het onderhavige ontwerp is gekozen, is zo goed als niet in overeenstemming met die precedenten.

3. De woorden "bemiddeling" en "bemiddelen" zijn ongeschikt om de gehele procedure die in de ontworpen wet is uitgewerkt, te benoemen.

Het woord "bemiddelen" betekent namelijk tussenbeide komen om een overeenkomst tot stand te brengen, die weten te bewerken. Bij het woord "bemiddeling" wordt met name gedacht aan een tussenkomst tot verzoening (zie Van Dale, Groot Woordenboek der Nederlandse Taal). De in het ontwerp beschreven procedure strekt niet om personen tot overeenstemming te brengen; zij bepaalt zich tot het invoeren van nieuwe gevallen waarin de strafvordering kan vervallen doordat de dader van een strafbaar feit handelingen verricht die hem door het openbaar ministerie zijn opgedragen. Het openbaar ministerie kan overigens niet als een bemiddelaar worden aangemerkt omdat in geval van een strafrechtspleging het openbaar ministerie één van de partijen is; de andere partij is die waaraan het strafbare feit ten laste wordt gelegd. Het begrip bemiddeling zelf onderstelt dat deze door een derde geschiedt, namelijk door iemand die in het onderhavige geval niet het parket zou zijn en niet de dader van het strafbare feit. Het streven om aan de uitgedachte procedure een treffende benaming te geven kan geen reden zijn om die procedure in rechte onjuist te benoemen.

De term "bemiddeling" behoort dus zowel te vervallen in het opschrift van de ontworpen wet als in het eerste lid van artikel 1, waar de uitdrukking "maatregel van bemiddeling" gebezigd wordt.

Het woord "bemiddelt" is alleen terecht gebruikt in het eerste lid van het ontworpen artikel 216ter; het doelt er immers op het geval dat de procureur des Konings als tussenpersoon fungeert tussen de dader en het slachtof-

fer. Die daad van bemiddeling is in de algemene samenhang van het ontwerp echter bijkomstig, omdat hij geen betrekking heeft op de strafrechtelijke gevolgen van het strafbare feit. Hij wettigt dus niet het gebruik van de uitdrukking "bemiddeling in strafzaken" in het opschrift van de wet, noch het gebruik van de uitdrukking "maatregel van bemiddeling" in het eerste lid van artikel 1 van de wet.

Het zou des te betreurenswaardiger zijn de termen bemiddeling en bemiddelaar onjuist te gebruiken, daar zij verward zouden worden met de bemiddeling waarvan de invoering in het publiek recht, ja zelfs in het procesrecht, misschien ooit nuttig zal blijken bij wijze van navolging van buitenlandse voorbeelden.

4. De uitdrukking "onverminderd artikel 216bis", die voorkomt in het eerste lid van paragraaf 1 van het ontworpen artikel 216ter, betekent volgens de eensluidende uitleg die verschaft wordt door de memorie van toelichting en de gemachtigde van de minister dat het verval van de strafvordering tegen betaling van een geldsom, zoals hierin voorzien wordt in artikel 216bis, één van de voorstellen zal zijn die de procureur des Konings krachtens artikel 216ter zal kunnen doen aan de dader van het strafbare feit. Over de wijze waarop zodoende het verband tussen de twee bepalingen wordt gelegd behoeven de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

a) Volgens de gemachtigde van de minister is de enkele verwijzing naar artikel 216bis gerechtvaardigd doordat de bij die bepaling voorgeschreven procedure schriftelijk verloopt, terwijl de bedoeling van de steller van het ontwerp erin bestaat het de parketten mogelijk te maken tijdens een onderhoud met de beklaagde voor te stellen bij wijze van "schikking" een geldsom te betalen. Men kan ermee volstaan op te merken dat ofschoon bij de parketten in de praktijk het voorstel tot staking van vervolging tegen betaling van een geldsom meestal schriftelijk blijkt te geschieden, de tekst van artikel 216bis niet voorschrijft dat het noodzakelijkerwijs zo hoort.

b) De uitdrukking "onverminderd artikel 216bis" is onduidelijk. Moet aansluitend op de opmerking gemaakt onder 2, c), hierboven, daaruit worden afgeleid dat de procureur des Konings, ofschoon hij de volledige vrijheid geniet om artikel 216ter toe te passen ongeacht de ernst van het strafbare feit dat aan betrokkene ten laste wordt gelegd, uit het gamma van voorstellen waarover hij beschikt de staking van vervolging tegen betaling van een geldsom alleen kan voorstellen in zoverre voldaan is aan de bijzondere voorwaarden gesteld bij artikel 216bis, § 1, eerste lid ? Men kan ervan uitgaan dat het inderdaad zo is, maar dan is het des te minder duidelijk waarom naargelang van de ernst van het strafbare feit geen grens wordt gesteld inzake de bemoeiingen van de magistraat. Men kan zich immers moeilijk inbeelden dat de overige beschikbare maatregelen, te weten de geneeskundige behandeling en de arbeid ten algemenen nutte, kunnen worden toegepast op ernstige strafbare feiten.

Voorts is het evenmin duidelijk waarom de schadeloosstelling van het slachtoffer een voorwaarde is voor staking van vervolging na betaling van een geldsom, terwijl in de overige gevallen om schadeloosstelling louter wordt "verzocht".

c) Aan de hierboven beschreven problemen lijkt enigszins een gebrek aan logica ten grondslag te liggen, en ook - als wij zo vrij mogen zijn - een gebrek aan helderheid bij het uitwerken van de bedoelingen van de stellers van het ontwerp. Zij beogen de parketten de mogelijkheid te geven, onder bepaalde voorwaarden, enerzijds, en mits de dader van het strafbare feit bepaalde prestaties levert, anderzijds, te besluiten tot verval van de strafvordering. Eén van die prestaties, de betaling van een geldsom, of zij nu schriftelijk dan wel mondeling wordt voorgesteld, lijkt niets anders dan een bijzonder geval te zijn. Inzonderheid om de aangehaalde interpretatieproblemen en de overbodige herhalingen van bepalingen die noodzakelijkerwijs gelden voor alle regelingen inzake verval van de strafvordering te voorkomen, bestaat de vanzelfsprekende oplossing in het samenvoegen van het ontworpen artikel 216ter en het bestaande artikel 216bis in één enkel artikel dat, enerzijds, de voorwaarden voor bemoeiing van de procureur des Konings bepalen, waaronder de volledige of in de schikking vastgelegde schadeloosstelling van het slachtoffer en de maat van de gevorderde straf, en, anderzijds, de verplichtingen die, indien zij worden nagekomen, in voorkomend geval binnen een overeengekomen termijn, aanleiding kunnen geven tot verval

van de strafvordering. Volgens de Raad van State behoort het ontwerp in die zin fundamenteel te worden herzien (1).

Naast de vorenstaande algemene opmerkingen worden hierna nog enkele bijzondere opmerkingen gemaakt.

Bijzondere opmerkingen.

Opschrift.

Om de redenen uiteengezet in de vorenstaande algemene opmerkingen, zou het beter zijn het opschrift van het ontwerp als volgt te stellen :

"Ontwerp van wet betreffende de wijzen van verval van de strafvordering onder bepaalde voorwaarden", of, in bijkomende orde, "Ontwerp van wet betreffende een nieuwe wijze van verval van de strafvordering onder bepaalde voorwaarden" (2).

---

(1) De stellers van het ontwerp zouden zich in dit verband kunnen laten leiden door de lezing van artikel 11, § 1, van de wet betreffende de economische reglementering en de prijzen (besluitwet van 22 januari 1945).

(2) Het eerste voorgestelde opschrift geldt indien de artikelen 216bis en 216ter worden samengevoegd, het tweede indien zulks niet het geval is.

Bepalend gedeelte.

Voordrachtformulier.

Men schrijve : "Op de voordracht van ...".

Artikel 1.

1. Ongeacht de oplossing die uiteindelijk zal worden aangenomen, zou het beter zijn het opschrift van boek II, titel I, hoofdstuk III, van het Wetboek van Strafvordering als volgt te vereenvoudigen :

"Hoofdstuk III. Bepalingen betreffende het verval van de strafvordering voor sommige misdrijven onder bepaalde voorwaarden".

2. De inleidende zin van artikel 1 voorziet zowel in de invoeging van een artikel 216ter in het Wetboek van Strafvordering als in de vervanging van het opschrift van boek II, titel I, hoofdstuk III, van hetzelfde wetboek. Het zou duidelijkheidshalve aangewezen zijn voor elk van die wijzigingen in een onderscheiden paragraaf te voorzien, zodat het begin van artikel 1 als volgt kan worden gesteld :

"Artikel 1. § 1. In boek II, titel I, van het Wetboek van Strafvordering wordt het opschrift van hoofdstuk III, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1984, vervangen als volgt : "Hoofdstuk III. Bepalingen betreffende het verval van de

strafvordering voor sommige misdrijven onder bepaalde voorwaarden".

§ 2. In boek II, titel I, hoofdstuk III, van hetzelfde wetboek, ingevoegd bij de wet van 28 juni 1984 en gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt artikel 216bis vervangen als volgt : (ofwel : wordt een artikel 216ter ingevoegd, luidende :)".

3. Ontworpen artikel 216ter.

a) Met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, wordt verwezen naar de hierboven gemaakte algemene opmerkingen 2, 3 en 4.

b) Voorts behoort onder voorbehoud van die opmerkingen het woord "desgevallend" in de tweede volzin van paragraaf 1, eerste lid, vervangen te worden door de woorden "in voorkomend geval".

c) In het tweede lid behoren de woorden "maatschappelijk onderzoek", "de uitvoering van een Dienstverlening" en "vorming" respectievelijk vervangen te worden door de woorden "sociaal onderzoek", "het verrichten van arbeid ten algemenen nutte" en "opleiding".

d) De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in datzelfde tweede lid van de eerste zin een onderscheiden lid wordt gemaakt omdat het volgens de memorie van toelichting betrekking heeft op de gevallen van alcoholisme

of lichte toxicomanie. De daarop volgende zin betreft een totaal verschillende mogelijkheid; deze zin zou dan het derde lid worden. In de Franse tekst zou "enquête" moeten worden geschreven in plaats van "étude".

e) Het derde lid, dat het vierde lid wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De tenuitvoerlegging van de arbeid ten algemenen nutte geschiedt volgens de regels bepaald bij de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie, en volgens de besluiten tot uitvoering van die wet".

f) Volgens de gemachtigde van de minister beoogt paragraaf 2 artikel 216bis, § 1, vierde lid, over te nemen. Deze bepaling luidt als volgt :

> "Wanneer het misdrijf kosten van analyse of van deskundig onderzoek heeft veroorzaakt, kan de bepaalde som worden verhoogd met het bedrag van die kosten of met een gedeelte ervan; het gedeelte van de som dat gestort is om die kosten te dekken, wordt toegewezen aan de instelling waaraan of aan de persoon wie ze verschuldigd zijn".

Tussen beide bepalingen kunnen evenwel drie verschillen worden vastgesteld :

- artikel 216bis voorziet in de mogelijkheid, doch niet in de verplichting, om die kosten door de beklaagde te laten dragen;

- artikel 216bis voorziet in de mogelijkheid om een gedeelte ervan door de beklaagde te laten dragen;

- artikel 216bis voorziet niet in de mogelijkheid voor het parket om een specifiek bedrag te bepalen voor de betaling van die kosten. Dat bedrag komt boven op de geldsom bedoeld in artikel 216bis, § 1, eerste lid; de termijn van betaling wordt bepaald bij artikel 216bis, § 1, tweede lid.

g) In paragraaf 3 behoort de komma tussen de woorden "termijn" en "afstand" te vervallen.

h) Paragraaf 4 is ongelukkig geredigeerd aangezien er geenszins een verband bestaat tussen de twee leden. Het zou beter zijn van de leden onderscheiden paragrafen te maken.

i) In het eerste lid behoort bovendien te worden geschreven : "... aan alle door hem aanvaarde voorwaarden".

In het tweede lid, dat paragraaf 5 wordt, schrijve men : "... is van overeenkomstige toepassing".

j) De Franse tekst van het eerste lid behoort te worden geredigeerd naar het model van de Nederlandse tekst, die veel preciezer is.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,

J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. P. TAPIE.